



**Conférence
des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr.
GÉNÉRALE

TD/B/COM.2/EM.18/3
9 janvier 2006

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT

Commission de l'investissement, de la technologie
et des questions financières connexes
Réunion d'experts sur le renforcement des capacités
dans le domaine de l'IED: compilation de données
et élaboration des politiques dans les pays en développement
Genève, 12-14 décembre 2005

**RAPPORT DE LA RÉUNION D'EXPERTS SUR LE RENFORCEMENT
DES CAPACITÉS DANS LE DOMAINE DE L'IED: COMPILATION DE
DONNÉES ET ÉLABORATION DES POLITIQUES DANS LES PAYS
EN DÉVELOPPEMENT**

tenue au Palais des Nations, à Genève,
du 12 au 14 décembre 2005

TABLE DES MATIÈRES

<i>Chapitre</i>	<i>Page</i>
I. Résumé du Président	2
II. Questions d'organisation	12
Annexes	
I. Liste des communications et présentations PowerPoint	13
II. Participation	17

Chapitre I

RÉSUMÉ DU PRÉSIDENT

Introduction

1. La Réunion d'experts sur le renforcement des capacités dans le domaine de l'IED: compilation de données et élaboration des politiques dans les pays en développement s'est tenue conformément à la décision de la Commission de l'investissement, de la technologie et des questions financières connexes à sa neuvième session.
2. Elle a eu lieu du 12 au 14 décembre 2005 et a été consacrée à des questions importantes relatives à la compilation de données, l'analyse et l'élaboration de politiques en matière d'IED dans les pays en développement. Les experts ont examiné les problèmes auxquels étaient confrontés les pays en développement et notamment les pays les moins avancés (PMA) pour fournir aux décideurs des données précises et récentes concernant l'IED (données sur les mouvements de la balance des paiements, par exemple) ainsi que des données sur les sociétés transnationales (données sur les activités globales des entreprises issues d'investissements directs, par exemple en ce qui concerne l'emploi) qui leur permettraient de prendre des décisions éclairées et d'élaborer des politiques appropriées.
3. De nombreux responsables gouvernementaux et experts de premier plan de différents pays, ayant une très bonne connaissance des statistiques de la balance des paiements et des statistiques sur les sociétés transnationales, ont assisté à la réunion, de même que des représentants de pays développés, de pays en développement et de pays en transition et des représentants d'organisations internationales, régionales et non gouvernementales.
4. Dans sa déclaration liminaire, l'administrateur chargé de la Division de l'investissement, de la technologie et du développement des entreprises de la CNUCED a souligné l'importance de statistiques fiables et récentes en matière d'IED pour l'élaboration des politiques, tout particulièrement dans les pays en développement. L'expérience montrait que les IED n'avaient pas automatiquement des effets bénéfiques et que les politiques étaient plus importantes que jamais. Il était difficile, si l'on ne disposait pas des bonnes informations, d'élaborer de bonnes politiques en matière d'IED, c'est-à-dire des politiques contribuant à un développement économique durable. L'administrateur a souligné la nécessité pour les pays en développement d'améliorer la qualité de leurs statistiques relatives à l'IED, tout en ajoutant que cela posait de grosses difficultés à nombre d'entre eux.
5. Dans son message de bienvenue, le Président de la Réunion d'experts a également souligné l'importance des données sur l'IED pour analyser la participation d'un pays à l'économie mondiale et pour élaborer des politiques appropriées.
6. La chef du Service de l'analyse des questions d'investissement a dit qu'il était nécessaire de disposer d'informations fiables et récentes sur les nombreux aspects de l'IED et des sociétés transnationales (STN) pour évaluer correctement le rôle et les incidences de l'IED dans les pays hôtes et dans les pays d'origine et, à partir de là, formuler des politiques adéquates; l'idée derrière la convocation de la présente réunion était que de mauvaises données engendraient de mauvaises politiques. Elle a souligné le rôle croissant de l'IED dans l'économie mondiale et,

en particulier, l'importance de plus en plus grande des flux d'IED à destination des pays en développement, d'où le besoin de disposer de meilleures données sur l'IED et les STN.

7. Comme la Commission l'avait demandé à sa neuvième session, les objectifs de la Réunion d'experts étaient les suivants: sensibiliser les États membres aux normes internationales acceptées pour la collecte de données sur l'IED et les systèmes de notification, y compris pour ce qui était des activités des filiales étrangères dans les pays d'accueil; examiner les problèmes rencontrés par les pays en développement (en particulier les PMA) pour fournir aux décideurs des données précises et actualisées sur l'IED et les sociétés transnationales, de façon qu'ils puissent prendre des décisions en toute connaissance de cause; et partager et diffuser les compétences de diverses institutions nationales et régionales concernant les moyens de remédier à ces problèmes.

8. Les principales questions proposées aux experts étaient énumérées dans l'ordre du jour de la Réunion (TD/B/COM.2/EM.18/1):

- Interactions entre les statistiques, les évaluations d'impact et l'élaboration des politiques en matière d'IED;
- Types de données disponibles et leurs avantages et inconvénients au vu des besoins des décideurs (en particulier dans les pays en développement);
- «Choses à faire et à ne pas faire» que les gouvernements doivent garder présentes à l'esprit lorsqu'ils se servent de statistiques sur l'IED pour élaborer des politiques nationales;
- Principaux problèmes que posent aux pays en développement, en particulier aux pays les moins avancés, la collecte de statistiques sur les flux et les stocks d'IED et sur les activités des sociétés transnationales;
- Méthodes de collecte des données et leur applicabilité dans les pays en développement;
- Domaines d'activité prioritaires pour aider les pays en développement à mettre en valeur leurs ressources humaines et leurs structures institutionnelles. Quelle est l'aide la plus efficace à apporter aux PMA à cet égard?

Les données sur l'IED: sont-elles de bonne qualité?

9. Sur la base de l'expérience des experts présents et d'un examen des sources de données utilisées pour l'établissement des statistiques sur l'IED et les sociétés transnationales de la CNUCED, les cinq critères suivants ont été retenus pour évaluer la qualité des données sur l'IED: fiabilité, comparabilité, utilité, exhaustivité et actualité. Des difficultés ont également été évoquées, comme le décalage existant entre les sorties d'IED des pays d'origine et les entrées déclarées par les pays bénéficiaires, ainsi que les écarts entre les flux d'IED (compilés par une source nationale) et les données sur les fusions-acquisitions (en général compilées par une source non nationale). Dans ces cinq domaines, une amélioration des statistiques et un renforcement des capacités étaient nécessaires.

10. Un expert a abordé certains problèmes liés aux données disponibles actuellement en matière d'IED sous l'angle de l'analyse économique. Soulignant l'importance croissante de la transmission de connaissances et d'autres actifs incorporels par des sociétés transnationales (qui n'étaient pas pleinement quantifiables à l'aide de données sur les flux financiers), l'expert a noté qu'il n'existait aucun indicateur synthétique qui puisse refléter à lui seul tous les aspects de l'activité des STN. Des exemples comme le transfert d'actifs et de recettes par des sociétés transnationales vers des pays offrant un régime fiscal avantageux mais dans lesquels ces sociétés n'avaient aucune activité économique «réelle» ont été cités pour illustrer le fait que les données sur les stocks et les flux d'IED pouvaient être trompeuses. L'expert a estimé que la collecte par les pays d'accueil de données sur l'ensemble des activités des filiales d'une entreprise (main-d'œuvre, actifs corporels, recherche-développement, paiement, impôts) était essentielle pour mesurer l'impact réel de l'IED sur l'économie d'un pays d'accueil.

11. Une experte d'un pays en développement a énuméré les différentes utilisations des données relatives à l'IED faites par les décideurs. Elle a évoqué les relations entre les objectifs de politique générale, les types de données exigées et les sources d'information potentielles. Évoquant tout particulièrement les données existantes de la CNUCED en matière d'IED, elle a souligné la nécessité d'une activité plus intense de la CNUCED dans des domaines comme l'élaboration de mesures de ce qu'on appelle les investissements non quantifiables (par exemple, la propriété intellectuelle et les ressources humaines) ainsi que d'une analyse sectorielle plus détaillée des flux d'IED, d'indicateurs sur les futurs flux d'IED, et d'une formation et d'une assistance technique visant au renforcement des capacités dans les pays en développement. Elle a également suggéré que la CNUCED mène des consultations régulières avec les groupes régionaux.

12. Les experts des différents pays ont échangé des informations sur leurs méthodologies et sur les difficultés et les problèmes posés par la compilation de statistiques sur l'IED. Presque tous les bureaux statistiques nationaux collaboraient avec un ou plusieurs organismes publics. Les experts ont dit rencontrer des difficultés pour obtenir des données de bonne qualité couvrant tous les aspects de l'IED, notamment lorsqu'il était demandé aux sociétés transnationales de fournir librement des informations. L'expérience canadienne, fondée sur des enquêtes obligatoires, montrait que cibler les grandes entreprises augmentait la pertinence, la précision et la qualité des données collectées. En Thaïlande, les données étaient fournies volontairement, mais l'existence d'une relation étroite avec les fournisseurs de données garantissait un taux de réponse élevé aux enquêtes. Les experts ont également signalé qu'il était difficile de rapprocher les données relatives aux flux d'IED figurant dans la balance des paiements des données sur les stocks d'IED résultant d'enquêtes sur les positions extérieures globales.

13. Les questions de comparabilité, d'exhaustivité, de fiabilité et d'actualité étaient étroitement liées et il était difficile d'isoler et de résoudre séparément les problèmes qui s'y rattachaient. Un expert a expliqué quelle était la méthode de compilation de données utilisée au Brésil ainsi que le système de contrôle et vérification mis en œuvre. Cette méthode présentait quelques imperfections qui pouvaient être en partie liées aux caractéristiques propres des systèmes de collecte de données fondés sur le système de communication des transactions internationales (SCTI). Dans certains cas, la solution passerait par une modification de la législation ou de la réglementation. De nouveaux instruments, la formation de personnel et, en conséquence, l'allocation de ressources financières supplémentaires seraient probablement nécessaires pour procéder aux améliorations requises.

14. Un expert d'un PMA a estimé que le manque de personnel qualifié et des systèmes technologiques inadéquats (matériel et logiciel) constituaient les principaux obstacles. De même, la CNUCED devait fournir une assistance pour l'amélioration de la compilation de données. L'expert a évoqué les problèmes de collecte de données dans la République démocratique populaire lao pour illustrer les difficultés relatives à l'enregistrement des exportations et des importations.

Statistiques des IED: quelles sont les nouveautés?

15. Des représentants du FMI et de l'OCDE ont fait état de l'avancement de la révision des directives internationales régissant les statistiques en matière d'IED. Le «Groupe technique d'experts en investissement direct» (DITEG) avait été créé par le FMI et l'OCDE en 2004 pour élaborer des recommandations sur la méthode d'évaluation de l'IED en vue de la révision harmonisée du *Manuel de la balance des paiements* du FMI et de la *Définition de référence des investissements directs internationaux* de l'OCDE. Le Comité du FMI sur les statistiques relatives à la balance des paiements et l'atelier de l'OCDE sur les statistiques de l'investissement international avaient examiné ces recommandations. Les futures directives sur les flux et les positions d'investissements directs devraient dans l'ensemble rester inchangées ou seraient alignées encore plus étroitement sur les normes comptables nationales, avec toutefois quelques modifications et détails complémentaires (concernant les fusions-acquisitions, les entités ou structures spécialisées, les opérations «de carousel»), différents des éléments standards et que les pays pourraient envisager de retenir pour certaines questions les intéressant plus particulièrement. Des recommandations supplémentaires sur des questions spécifiques (par exemple, «mesures économiques» plutôt que «mesures financières») pourraient être proposées dans la définition de référence des IED pour contribuer à l'analyse de l'IED. L'importance du rôle de la CNUCED et sa contribution à la révision des directives internationales sur les statistiques en matière d'IED ont été reconnues.

16. En réponse à des observations faites par quelques experts sur la charge supplémentaire que ces nouvelles recommandations pourraient faire peser sur les ressources limitées de certains pays, il a été souligné que les révisions n'apporteraient pas beaucoup de changement aux éléments standards; les statistiques supplémentaires seraient bien distinctes des éléments standards et ne seraient utilisées que comme options. Il a été rappelé que l'un des buts des recommandations relatives à l'ajout de nouvelles subdivisions des données sur l'IED dans la Définition de référence de l'OCDE était d'améliorer la cohérence entre les statistiques sur l'IED et les statistiques relatives aux activités des STN. Concernant la structure institutionnelle de l'organisme chargé de la compilation des données relatives à l'IED et aux STN, il a été souligné que les directives actuelles ne contenaient aucune recommandation à ce sujet. Les décisions dépendraient de la situation particulière de chaque pays.

Questions liées aux données sur l'IED

17. Les experts ont abordé des questions générales concernant notamment la couverture de données et les méthodes, ainsi que des questions spécifiques, comme les fusions-acquisitions internationales, les IED de création de capacités, l'évaluation, l'IED dans le cadre du système pleinement consolidé, les opérations d'investissement circulaires et les entités spécialisées. La question de la propriété directe des entreprises issues d'investissements directs par opposition à la propriété effective a également été abordée. À l'aide d'exemples tirés de plusieurs pays

asiatiques, un expert a expliqué les problèmes qui se posaient pour identifier la source ou la destination effective d'IED. Un autre expert a essayé d'établir un lien entre les statistiques relatives à l'IED et l'ampleur des fusions-acquisitions. Il a illustré ses propos en évaluant la part des fusions-acquisitions internationales dans les statistiques relatives à l'investissement direct de la balance des paiements de la France.

18. De nombreuses études sur la mondialisation étaient fondées sur des statistiques relatives à l'IED qui englobaient des transactions impliquant des entités spéciales. On avait assisté ces dernières années à une forte augmentation des flux financiers provenant de sociétés d'investissement qui étaient des entités spécialisées. Ces flux «en transit» représentaient, au niveau mondial, un comptage double pouvant conduire à une surévaluation de la mondialisation. De plus, ils pouvaient dissimuler, comme dans le cas du Luxembourg, le fait que l'IED était proportionnellement très important dans d'autres activités. D'après un expert, 95 % des IED au Luxembourg étaient imputables à des entités spécialisées; le pays restait néanmoins l'un des premiers pays au monde pour l'IED par habitant lorsque l'on excluait les IED liés à ces entités.

19. La collecte de données effectuée à l'aide de principes d'évaluation appropriés était un autre élément important pour une évaluation précise du rôle de l'IED. Un représentant du FMI a signalé que le principe de la valeur du marché serait réaffirmé et que des directives plus détaillées seraient fournies sur la manière de le mettre en pratique. Concernant les stocks d'investissements directs en actions, plusieurs façons de procéder pouvaient être considérées comme des indicateurs acceptables pour estimer la valeur marchande de sociétés non cotées.

20. Un expert a présenté le cas de la Chine en décrivant en détail le système de compilation de données relatives aux entrées d'IED dans le pays. Il a également évoqué les estimations les plus récentes de la Chine en matière de stock intérieur d'IED, et la collaboration entre le Ministère du commerce et l'Administration d'État du commerce extérieur en matière de compilation de données. Selon lui, l'importance des opérations d'investissement circulaires en Chine n'était pas aussi grande que certaines estimations le laissaient supposer. Les statistiques sur les sorties d'IED étaient établies par le Ministère chinois du commerce.

Données sur les activités des STN: données d'IED complémentaires

21. À la suite des exposés présentés sur la mesure des activités économiques des sociétés transnationales et sur les statistiques du commerce des filiales étrangères d'Eurostat, quelques experts ont évoqué les problèmes auxquels étaient confrontées les banques centrales de pays en développement pour collecter des données relatives à l'IED. Des problèmes généraux liés à l'utilisation des enquêtes ont été fréquemment mentionnés. Les enquêtes sont organisées par de nombreux pays développés et pays en développement (certains concepts de base sont décrits dans le *Manuel des statistiques du commerce international des services* publié par l'ONU, la CE, l'OCDE, le FMI, la CNUCED et l'OMC et le *Manuel sur les indicateurs de la mondialisation économique* de l'OCDE, entre autres). Les experts se sont demandé si les pays devaient imposer aux entreprises une obligation juridique de répondre aux questionnaires. Quelques-uns ont estimé qu'un contact étroit avec les entreprises devant répondre aux questionnaires, le renforcement des capacités et un suivi adéquat des entreprises suffiraient à garantir l'obtention de données de qualité. Pour d'autres, le taux de réponse aux enquêtes volontaires pouvait en grande partie dépendre des traditions culturelles des pays considérés. Quelques experts, peu nombreux, ont indiqué qu'il était obligatoire de répondre aux enquêtes dans leur pays. S'agissant

de la possibilité d'encourager les entreprises à coopérer en leur proposant certains avantages si elles répondaient aux questionnaires, un expert a proposé de leur fournir directement les données globales sous forme de tableau, afin qu'elles puissent facilement évaluer leur position relative.

22. De nombreux experts ont dit qu'il était important de compléter les données de la balance des paiements par des informations statistiques sur les activités des STN et de leurs filiales étrangères. C'était essentiel pour la majorité des pays hôtes et des pays d'origine, étant donné le rôle fondamental des STN dans l'économie mondiale. Quelques experts se sont demandé si les pays en développement qui disposaient de ressources humaines et financières limitées devaient faire porter leurs efforts sur l'amélioration des statistiques existantes en matière d'IED ou sur la collecte de données sur les activités des sociétés transnationales. La réponse tenait en partie aux priorités du gouvernement du pays hôte; s'il souhaitait s'assurer de la solidité de sa position extérieure globale ou de l'efficacité de ses efforts de promotion de l'investissement et des flux financiers, il pouvait accorder la préférence aux données sur l'IED; s'il souhaitait mettre l'accent sur l'impact des filiales de STN sur l'économie nationale, l'emploi, la formation de capital, etc., il devait plutôt accorder la préférence à la collecte de données sur les activités. Il a également été recommandé de veiller à la cohérence de ces deux types de statistiques. Les experts ont examiné le type d'informations qui devraient être collectées directement auprès des entreprises. Ils ont également noté que la collecte de données statistiques ne pouvait se substituer à une analyse approfondie non plus qu'à des études spéciales, même si elle était un outil nécessaire à ces études.

23. Un expert a expliqué comment le Portugal avait procédé à des modifications importantes afin de répondre au besoin pour les utilisateurs, de disposer de données plus actualisées relatives à l'IED. Il avait fallu déployer des efforts et établir des contacts étroits avec les entreprises afin d'obtenir des taux de réponse élevés (environ 90 % pour les statistiques du commerce des filiales étrangères dans le pays et 98 % pour les statistiques du commerce hors du pays). Un autre expert a décrit les difficultés qu'il y avait à évaluer les informations fournies par des entreprises locales dans un petit pays comme Madagascar. L'augmentation prévue du nombre de sociétés transnationales dans le pays pourrait susciter des difficultés plus grandes encore.

24. Le débat a longuement porté sur des questions d'organisation, comme les rôles respectifs des bureaux statistiques nationaux, des banques centrales et des organismes de promotion de l'investissement dans la collecte de données, la coordination entre ces organismes et l'opportunité d'envoyer un seul long questionnaire ou plusieurs questionnaires courts aux entreprises. Quelques experts ont dit que, notamment dans le cas des pays en développement, le développement des enquêtes était limité par des considérations de ressources. D'où l'idée de combiner les enquêtes sur les IED avec les enquêtes actuelles auprès des entreprises afin d'éviter de trop surcharger les institutions et les entreprises interrogées.

25. Les experts ont débattu des mesures à prendre lorsque les données relatives à la balance des paiements et les données sur les activités des STN reflétaient des tendances contradictoires. Les tendances de ces deux types de données pouvaient différer sensiblement dans la mesure où les premières mesuraient seulement la source, et non l'utilisation finale, du financement des entreprises et ne prenaient pas nécessairement en compte des éléments comme la capacité de production et l'emploi. Quelques participants ont souligné l'importance de mesurer la création d'emplois ainsi que d'autres aspects liés à la responsabilité sociale des entreprises dans les pays en développement.

26. Des experts de pays en développement ont réclamé davantage d'assistance technique et d'activités de renforcement des capacités pour aider leur pays à améliorer la compilation de données. Les PMA, qui figuraient parmi les pays les moins bien outillés pour faire face aux demandes croissantes de statistiques relatives à l'IED, auraient besoin d'une assistance technique et d'une aide financière pour mener à bien certaines activités proposées à la Réunion d'experts. Il a été demandé aux organisations internationales de jouer un rôle plus actif à cet égard. La CNUCED, quant à elle, devrait accroître son assistance technique, par exemple, en fournissant des conseils sur les méthodes de collecte des données sur les activités des STN. Quelques experts ont estimé que la communication de données par des pays plus avancés sur leurs sorties d'IED pourrait en outre être particulièrement utile aux pays en développement nécessitant davantage d'informations. Cependant, d'autres en ont souligné les limites, en raison des restrictions à des fins de confidentialité concernant l'utilisation des données communiquées.

27. Un autre expert a dit que, si les informations sur les activités des sociétés transnationales étaient extrêmement utiles et importantes, les données sur les flux et les stocks d'IED restaient essentielles pour le FMI ainsi qu'à d'autres fins.

Améliorer la mesure des IED et des activités des sociétés transnationales

28. Un expert a décrit le travail effectué par la République de Corée pour améliorer les statistiques relatives à l'IED. Il a présenté les progrès et les efforts réalisés par ce pays, ainsi que les problèmes restants, tels que l'absence de données sur les activités des sociétés transnationales et certains manquements aux directives de l'OCDE et du FMI. Il a expliqué que des données manquaient sur certains éléments de l'IED, comme les bénéfices réinvestis et les prêts à court terme, ce qui pouvait se traduire par une sous-estimation notable de l'IED dans le pays. Il a également fait quelques suggestions pour renforcer l'efficacité du programme de collecte de données sur l'IED.

29. Un autre expert a évalué la qualité des données relatives à l'IED au Malawi et a énuméré les problèmes auxquels était confronté ce pays pour compiler des données sur l'IED et les sociétés transnationales. Il a ensuite évoqué une série de mesures qui pourraient améliorer la qualité des données en matière d'IED dans le pays. Un autre expert a décrit les problèmes rencontrés au Mali pour rassembler des données relatives à l'IED, et a reconnu que la CNUCED avait été la source principale de données sur l'IED pour le pays. Il a demandé une plus grande assistance technique des organisations internationales dans ce domaine, notamment de la CNUCED, de l'OCDE et du FMI.

30. Concernant la question des formes de contrôle sans prise de participation, un expert a dit qu'il existait de nombreux aspects des activités des sociétés transnationales impliquant une influence ou un contrôle considérables sur les opérations réalisées par des entreprises se trouvant dans d'autres pays que celui où se trouvait leur siège, qui n'étaient pas prises en compte par le système actuel de statistiques et d'enquêtes relatives à l'IED. Il a décrit deux types d'activités de cette nature, à savoir l'externalisation et le franchisage de sociétés étrangères indépendantes. Un autre expert a confirmé que ces types d'arrangements sans prise de participation étaient importants et que, s'ils étaient pris en compte dans les entrées d'IED, ils représenteraient pour le Mexique environ 10 % au plus des entrées d'IED certaines années. Un autre expert a noté qu'il existait des accords d'externalisation complexes entre des sociétés transnationales et des entreprises du secteur de l'électronique en Asie.

31. D'autres experts ont souligné que ces activités internationales n'impliquaient pas toujours des IED et qu'elles pouvaient être prises en compte dans la balance des paiements sous les rubriques commerce des services ou transformation de marchandises plutôt que sous celle des investissements directs.

32. Un représentant du secrétariat du Forum des îles du Pacifique a communiqué des informations sur l'état de la collecte de données relatives à l'IED et sur les programmes de compilation dans les États membres de son organisation; il a suggéré à l'intention du secrétariat de la CNUCED des moyens de renforcer les capacités institutionnelles aux niveaux national et régional dans la région du Pacifique.

Incidences de politique générale: quelles solutions apporter?

33. Un des experts a expliqué comment, dans les pays de l'ANASE, la nécessité pour les décideurs de disposer de données fiables et harmonisées avait conduit à la création de nouvelles organisations chargées d'harmoniser systématiquement la collecte et la communication de données relatives à l'IED entre les organismes compétents des pays membres. Plus récemment, l'ANASE avait pris conscience des nouveaux besoins des décideurs concernant des données sur les incidences de l'IED sur le développement.

34. Évoquant l'expérience de l'Afrique du Sud, un autre expert a déclaré qu'un cadre juridique approprié était une condition nécessaire, mais non suffisante pour garantir la qualité des données. L'Afrique du Sud avait recours à des méthodes complémentaires pour compiler des données relatives à l'IED (recensements, enquêtes par sondage, visites d'entreprise, etc.). D'autres sources d'information secondaires étaient également importantes pour assurer la qualité des données.

35. La nature et la capacité d'adaptation du cadre institutionnel d'un pays jouaient un rôle essentiel dans une mise en œuvre efficace de mesures relatives à la collecte et à la compilation des données sur l'IED. Un expert a expliqué que l'expérience menée en Ouganda constituait un bon exemple de la manière dont le cadre institutionnel pouvait être utilisé pour obtenir des résultats positifs. Dans ce pays, la collaboration entre des institutions partenaires (Banque centrale, Bureau de statistique et Autorité chargée de la planification) avait abouti à l'élaboration et à l'organisation d'une enquête conjointe. L'importance du cadre institutionnel a également été soulignée par un autre expert, qui a présenté le contexte dans lequel avait été créée une équipe spéciale de l'ANASE sur la collecte de statistiques d'IED dans les pays membres. Cette équipe spéciale avait conduit à la création d'un groupe de travail (Groupe de travail de l'ANASE sur les statistiques de l'IED) sous la direction du Comité de coordination de l'ANASE pour l'investissement, chargé d'élaborer des méthodes comparables de mesure, de collecte et de communication des statistiques de l'IED. La structure du Groupe de travail prévoyait l'élaboration d'un plan d'action, des échanges d'informations réguliers ainsi que des activités de mise en valeur des ressources humaines et de renforcement des capacités.

36. L'importance d'une collaboration entre les différentes institutions compétentes de chaque pays pour renforcer la compilation de données sur l'IED a été soulignée par un certain nombre d'orateurs et d'autres exemples ont été évoqués. Par exemple, en Zambie, une équipe spéciale regroupant la Banque centrale, le Bureau central de statistique et le Centre de promotion de l'investissement avait été créée à cette fin. La Zambie s'était attaquée à un certain nombre de

problèmes communs en matière de collecte de données, notamment celui de la «lassitude de l'enquête», due à de trop nombreux questionnaires, l'absence de retour d'information et la nécessité de données harmonisées.

37. Une des difficultés concernant l'amélioration de la collecte de données tenait à la nécessité d'établir des données harmonisées conformes à la définition de l'IED. Les experts se sont accordés sur la nécessité de disposer de données plus harmonisées. Ils ont reconnu que la coopération régionale, de même que la coopération entre pays développés et pays en développement avaient un rôle à jouer à cet égard. Un expert a expliqué comment la Banque centrale d'Égypte s'employait à harmoniser autant que possible les registres, les méthodes et les pratiques de compilation pour améliorer la qualité des statistiques sur l'IED. Il a également souligné que l'échange d'informations au niveau international entre experts était essentiel. Il a été demandé à la CNUCED de fournir une assistance technique pour encourager les efforts régionaux en matière d'harmonisation et de fiabilité et de faciliter les échanges d'informations et d'expériences au bénéfice des pays en développement. La nécessité pour ces pays de s'appuyer sur un cadre plus systématique pour fournir des données relatives à l'IED à la CNUCED a également été soulignée.

38. Les experts ont reconnu que les principaux utilisateurs de statistiques, notamment les décideurs, avaient besoin de données fréquemment mises à jour, mais ils ont également noté que cela augmentait les demandes auxquelles devaient répondre les responsables de la collecte des données et les entreprises qui fournissaient les données. S'agissant du problème de la lassitude des enquêtés, plusieurs experts ont conseillé que les différents organismes de collecte de données coordonnent leurs enquêtes et échangent les données obtenues. Il a également été pris note de l'importance d'une meilleure communication entre le secteur privé et ces organismes.

39. Des experts ont signalé que les problèmes de collecte de données étaient aggravés lorsque les enquêtés comprenaient mal les concepts et la terminologie utilisés dans les enquêtes. Il a également été reconnu que certaines entreprises pouvaient avoir des difficultés à répondre à certaines questions d'évaluation (par exemple la valeur marchande des actifs).

40. Les experts sont convenus qu'il était nécessaire de collecter et d'analyser des données sur diverses activités des sociétés transnationales – emploi, ventes, dépenses de recherche-développement, intensité capitaliste – afin d'évaluer leurs incidences sur le développement du pays hôte. Ils ont estimé qu'à elles seules les données relatives aux flux et aux stocks d'IED ne suffisaient pas pour élaborer des politiques adéquates. En même temps qu'il fallait poursuivre les efforts pour que les statistiques de la balance des paiements relatives à l'IED soient plus précises et comparables, il fallait s'attacher à recueillir des statistiques permettant de mesurer un éventail d'activités plus large des STN. Il a également été signalé que l'accès à ces données par un large public accélérerait les échanges d'expériences et stimulait des travaux universitaires utiles aux décideurs.

Conclusions et recommandations: les perspectives

41. De nombreux experts ont souligné la nécessité de collecter des informations statistiques fiables, précises, récentes et comparables sur l'IED et les activités globales des STN, qui donneraient aux décideurs les moyens d'élaborer des politiques qui aideraient leur pays à atteindre leurs objectifs de développement. Ils ont toutefois reconnu que les systèmes de collecte

et de notification des données de nombreux pays en développement, en particulier des PMA, n'étaient peut-être pas en mesure d'assurer une information supplémentaire ou plus détaillée. Il fallait considérer ce qui pouvait être fait pour améliorer la situation, y compris par des mesures de coopération internationale et régionale.

42. Fournir davantage d'informations ou des informations de meilleure qualité à la CNUCED faciliterait l'analyse des tendances et l'évaluation des incidences de l'IED sur le développement. On pourrait créer un mécanisme par l'intermédiaire duquel les pays en développement et les pays en transition communiqueraient à la CNUCED des données relatives à l'IED et aux activités des STN; cela les encouragerait à soumettre leurs données régulièrement à la CNUCED, après les avoir compilées. Les pays développés et d'autres pays communiquant déjà des données à d'autres organisations internationales pourraient, à leur gré, les transmettre aussi à la CNUCED.

43. Il a également été débattu lors de la Réunion des politiques et des pratiques qui pouvaient, dans ces différents domaines, aider les pays en développement, notamment les PMA, à améliorer leurs statistiques relatives à l'IED et aux activités des STN et en accroître l'utilité pour les décideurs.

44. La CNUCED pouvait également jouer un rôle plus important en matière de renforcement des capacités institutionnelles dans le domaine des statistiques relatives à l'IED. Ce travail présentait deux aspects; le premier consistait à élaborer des outils appropriés (matériel, logiciels informatiques, ressources humaines); le second visait à mettre en place un cadre institutionnel ou organisationnel adapté. Ce soutien pourrait comprendre une assistance technique et financière de la part de pays donateurs ou d'institutions donatrices.

45. Quelques experts ont appelé à un renforcement de la coopération régionale entre institutions compétentes des pays en développement et des pays en transition pour promouvoir un système harmonisé de mesure, de collecte et de notification de statistiques sur l'IED et les activités des sociétés transnationales. À cet égard, la Réunion d'experts a soutenu la création d'équipes spéciales régionales.

46. Les experts ont estimé que leurs débats avaient été très positifs et ils ont demandé à la CNUCED d'organiser régulièrement des réunions similaires sur les statistiques relatives à l'IED et l'élaboration des politiques, par exemple une fois par an.

47. Ils ont également reconnu qu'il était important de partager ces informations avec d'autres groupes. À cet effet, ils ont demandé au secrétariat de la CNUCED de présenter le rapport de la Réunion à la Commission de statistique de l'ONU en 2007; de la même façon, le secrétariat devrait en informer le Comité d'experts de la balance des paiements du FMI ainsi que l'Atelier sur les statistiques de l'investissement international de l'OCDE.

Chapitre II

QUESTIONS D'ORGANISATION

A. Ouverture de la Réunion d'experts

48. La Réunion d'experts sur le renforcement des capacités dans le domaine de l'IED: Compilation de données et élaboration des politiques dans les pays en développement, s'est tenue au Palais des Nations, à Genève, du 12 au 14 décembre 2005.

B. Élection du bureau

(Point 1 de l'ordre du jour)

49. À sa séance d'ouverture, la Réunion d'experts a élu le bureau ci-après:

Président: M. Ralph Kozlow (États-Unis d'Amérique)

Vice-Présidente-Rapporteur: M^{me} Wan Ramlah (Malaisie)

C. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

(Point 2 de l'ordre du jour)

50. À la même séance, la Réunion a adopté l'ordre du jour provisoire distribué sous la cote TD/B/COM.2/EM.18/1; l'ordre du jour se lisait donc comme suit:

1. Élection du bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour.
3. Compilation de données sur l'IED et élaboration des politiques dans les pays en développement.
4. Adoption du rapport de la Réunion.

D. Documentation

51. Pour l'examen de la question de fond de son ordre du jour, la Réunion d'experts était saisie d'une note du secrétariat de la CNUCED intitulée «Statistiques relatives à l'IED: Compilation de données et questions de politique générale» (TD/B/COM.2/EM.18/2).

E. Adoption du rapport de la Réunion

(Point 4 de l'ordre du jour)

52. À sa séance de clôture, la Réunion d'experts a autorisé le Rapporteur à établir, sous l'autorité du Président, le rapport final de la Réunion.

Annexe I

LISTE DES COMMUNICATIONS ET PRÉSENTATIONS POWERPOINT

Lundi 12 décembre 2005 (matin)

Session I

Présentation du point 3 de l'ordre du jour: statistiques relatives à l'IED: compilation de données et questions de politique générale (présentation PowerPoint de M^{me} Anne Miroux)

What do users of FDI data want to learn from them and do the data tell the truth? (communication de M. Robert E. Lipsey)

Quality of FDI data: How good are they? From user's point of view (présentation PowerPoint de M. Masataka Fujita)

Data compilation and policy formulation in developing countries (présentation PowerPoint de M^{me} Kazia Abdul Kadir, Malaisie)

Quality of FDI data: How good are they? (présentation PowerPoint de M. Eric Simard, Division de la balance des paiements, Statistique Canada)

Thailand's balance of payments, foreign direct investment statistics (présentation PowerPoint et communication de M^{me} Pusadee Ganjarende, Banque de Thaïlande)

FDI data compilation in Brazil. Methodology, problems and shortcomings (communication et présentation PowerPoint de M. Fernando Lemos, Brésil)

Foreign investment data in Laos (présentation PowerPoint et tableaux de M. Vilayvong Bouddakham, République démocratique populaire lao)

Lundi 12 décembre 2005 (après-midi)

Session II

Recommandations du Groupe technique d'experts en investissement direct et décisions du Comité d'experts de la balance des paiements du FMI (communication et présentation PowerPoint de M. Neil Patterson, FMI)

OECD revises international standards for foreign direct investment statistics (exposé de M^{me} Ayse Bertrand, OCDE)

OECD's work on setting FDI standards and definitions (présentation PowerPoint de M^{me} Ayse Bertrand, OCDE)

Session III

Introduction to major FDI issues (présentation PowerPoint de M. Masataka Fujita, CNUCED)

An estimate of the share of mergers and acquisitions in French BoP direct investment statistics in equity capital (communication et présentation PowerPoint de M. Bruno Terrien, Banque de France)

Identifying the sources and destinations of foreign direct investment: Some Asian examples (communication de M. Eric Ramstetter, International Centre for the Study of East Asian Development, Japon)

IDE Greenfield et SPE: Considérations générales et étude de cas du Luxembourg (communication de M. Guy Schuller, Service central de la statistique et des études économiques, Luxembourg)

Greenfield FDI and SPE (présentation PowerPoint de M. Guy Schuller, Service central de la statistique et des études économiques, Luxembourg)

Valuation of direct investment (présentation PowerPoint de M. Neil Patterson, Division de la balance des paiements et de la dette extérieure du Département des statistiques du FMI)

Feasibility study on conduct of a coordinated direct investment survey (communication de M. Neil Patterson, Division de la balance des paiements et de la dette extérieure du Département des statistiques du FMI)

The statistics systems of foreign direct investment (FDI) in China (document de M. Zhang Lulu, Ministre du commerce de la Chine)

Mardi 13 décembre 2005 (matin)

Session IV

Compilation of statistics on the activities of TNCs (présentation PowerPoint de M. Jean-François Outreville, CNUCED)

Measuring the economic activities of transnational corporations (communication de M. Eric D. Ramstetter, ICSEAD)

FATS in the EU (présentation PowerPoint de M^{me} Gita Vergina, DG Eurostat, balance des paiements)

Collecting complementary FDI data: Activities of TNCs (communication et présentation PowerPoint de M^{me} Paula Casimiro, Banco de Portugal)

Qualité des données et les différents problèmes liés à la confection des statistiques des IED à Madagascar (communication de M. André Andriamiharisoa, Banque centrale de Madagascar)

Mardi 13 décembre 2005 (après-midi)

Session V

Improving measurement of FDI: The case of Korea (présentation PowerPoint de Siwook Lee/Yong-seok Choi, Korea Development Institute)

Foreign direct investment data collection in Malawi (communication et présentation PowerPoint de M. Charles Machinjili, Bureau national de statistique du Malawi)

Note sur les données de l'investissement direct étranger (communication de M. Mohamed Simpara, Ministère de la promotion des investissements et des petites et moyennes entreprises, Mali)

Missing data on multinational activities (communication de M. Robert E. Lipsey, National Bureau of Economic Research, New York, États-Unis)

Mercredi 14 décembre 2005 (matin)

Session VI

Wrong data, wrong policies (présentation PowerPoint d'Hafiz Mirza, Division de l'investissement, de la technologie et du développement des entreprises de la CNUCED)

Wrong data, wrong policies. The South African data collection experience (communication et présentation PowerPoint de M. Pieter Swart, Division de la balance des paiements, Département de la recherche, South African Reserve Bank, Afrique du Sud)

Institutional framework (communication et présentation PowerPoint de M. Hope Waira Nantamu, Uganda Investment Authority, Ouganda)

Collaborative efforts: Regional approach to improve statistics in ASEAN (présentation PowerPoint de M^{me} Fatimah Abdul Hamid, Département de la planification économique et du développement, Brunéi Darussalam)

The Zambian experience (communication et présentation PowerPoint de M. Collins Sifafula, Zambia Investment Centre, Zambie)

Autres contributions

Foreign direct investment statistics in the Czech Republic (communication de M^{me} Lidmila Gregorová, Division de la balance des paiements, Banque nationale tchèque)

FDI data collection and analysis in the Forum Island Countries (communication de M. Nileswan Prasad, Secrétariat du Forum des îles du Pacifique, Fidji)

Foreign direct investment statistics, Estonia (communication de M. Piret Anton, Division de la balance des paiements et des statistiques économiques de la Banque centrale d'Estonie)

Strengthening the capacity to compile statistics on foreign direct investment in the CARICOM region (communication de M^{me} Philomen Harrison, CARICOM, Guyana)

Methodology, compilation and reporting of foreign direct investment statistics: The Indian experience (communication de Bhupal Singh, Reserve Bank of India, Mumbai)

Towards a strategy for FDI statistics in Egypt (présentation PowerPoint de M. Ayman M. Ismail, Banque centrale d'Égypte, et de M. Ahmed Rostom, Ministère de l'investissement, Égypte)

Annexe II
PARTICIPATION*

1. Des experts des États membres de la CNUCED ci-après ont participé à la Réunion:

Afghanistan	Indonésie
Algérie	Italie
Bolivie	Malaisie
Brésil	Panama
Chine	Philippines
Costa Rica	Pologne
Croatie	République arabe syrienne
Égypte	République islamique d'Iran
Estonie	République tchèque
États-Unis d'Amérique	Sri Lanka
Fédération de Russie	Thaïlande
Hongrie	Viet Nam

2. Les organismes intergouvernementaux ci-après étaient représentés à la Réunion:
 - Communauté des Caraïbes
 - Ligue des États arabes

3. Le Centre du commerce international CNUCED/OMC était représenté à la Réunion.

4. Une institution des Nations Unies était représentée à la Réunion: l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel.

5. Une organisation non gouvernementale de la catégorie générale était représentée à la Réunion: BPW International.

* La liste des participants porte la cote TD/B/COM.2/EM.18/INF.1.

6. Les intervenants ci-après ont participé à la Réunion:

Les données sur l'IED sont-elles de bonne qualité?

Du point de vue de l'utilisateur

M. Robert Lipsey, Directeur, National Bureau of Economic Research, New York (États-Unis)

M. Kaziah Cinti Abdul Kadir, Directeur général adjoint, Malaysian Industrial Development Authority, Kuala Lumpur

Du point de vue des compileurs

M. Eric Simard, économiste principal, Division de la balance des paiements, Statistique Canada, Ottawa

M^{me} Pusadee Ganjarende, Directrice du Bureau de statistique, Banque de Thaïlande, Bangkok

M. Fernando Augusto Ferreira Lemos, coordonnateur à la Division de la balance des paiements, Banque centrale du Brésil, Brasilia

M. Vilayvong Bouddakham, Directeur général adjoint, Département de l'investissement intérieur et étranger, Comité de la planification et de l'investissement, Vientiane, RDP lao

Statistiques des IED: Quelles sont les nouveautés?

Recommandations du Groupe technique d'experts en investissement direct

M. Neil Patterson, Directeur adjoint, Division de la balance des paiements et de la dette extérieure, Fonds monétaire international, Washington DC

Révision de la définition de référence de l'OCDE des investissements directs internationaux

M^{me} Ayse Bertrand, Responsable, Statistiques de l'investissement international, OCDE, Paris

Questions liées aux données sur l'IED

Présentation de grandes questions: investissements de création de capacités et fusions et acquisitions internationales, opérations d'investissement circulaires et évaluation des structures spécialisées

M. Bruno Terrien, Banque de France, Paris

M. Eric Ramstetter, International Centre for the Study of East Asian Development (Japon)

M. Guy Schuller, Service central de la statistique et des études économiques, Luxembourg

M. Zhang Lulu, Service de l'investissement étranger du Ministère chinois du commerce, Beijing

Données sur les activités des sociétés transnationales: IED complémentaire

Importance des sociétés transnationales dans le monde et dans les économies nationales; rôle des données sur les activités des STN

M^{me} Gita Vergina, Statistiques des IED, Eurostat, Bruxelles

Partager les expériences de la collecte des données

M^{me} Paula Casimiro, chef de l'Unité de la balance des paiements et de la position d'investissements internationaux, Banque centrale du Portugal, Lisbonne

M. André Andriamiharisoa, Directeur des études, Banque centrale de Madagascar, Antananarivo

Améliorer la mesure des IED et des activités des sociétés transnationales

Tirer des enseignements de l'expérience des pays; problèmes auxquels sont confrontés les pays et mesures mises en place pour améliorer la qualité de la mesure des IED et des activités transnationales

M. Siwook Lee, expert associé, Korea Development Institute, Séoul (République de Corée)

M. Charles Machinjili, commissaire aux statistiques, Bureau national de statistique, Lilongwe (Malawi)

M. Mohamed Simpara, conseiller technique, Ministère de la promotion des investissements et des petites et moyennes entreprises, Bamako (Mali)

Incidences de politique générale: quelles solutions apporter?

À mauvaises données, mauvaises politiques

M. Pieter Swart, économiste, South African Reserve Bank (Afrique du Sud)

Cadre institutionnel

M. Hope Waira Nantamu, Responsable de l'investissement, Uganda Investment Authority, Kampala

Efforts de collaboration: approche régionale pour améliorer les statistiques dans la région de l'ANASE

M^{me} Fatimah binti Hj Abd Hamid, Département de la planification économique et du développement, Bandar Seri Begawan (Brunéi Darussalam)

Situation particulière des PMA

M. Collins Sifafula, Directeur, Recherche et analyse stratégique, Zambia Investment Centre, Lusaka

7. Les invités spéciaux suivants ont participé à la Réunion:

M. Abdalla Yahia Adam, Secrétaire général de l'Organisation afro-asiatique pour le développement rural (AARDO), New Delhi

M. Nils Bhinda, Directeur de programme, Development Finance International Ltd, Londres

M. Choi Yong-Seok, expert associé, Département de l'industrie et des entreprises, Ministère du commerce, de l'industrie et de l'énergie, Séoul

M^{me} Min Kyong-mi, Division de la promotion de l'investissement extérieur, Ministère du commerce, de l'industrie et de l'énergie, Séoul

M. Nileshwan Prasad, Secrétariat du Forum des îles du Pacifique (Îles Fidji)

M. Bhupal Singh, conseiller adjoint, Division des finances internationales, Département de l'analyse et de la politique économiques, Reserve Bank of India, Mumbai
